

Livre / « Manuel de politique sociale », par JM Bonvin, P. Gobet, S. Rossini et JP Tabin

Manuel de politique sociale

Jean-Michel Bonvin, Pierre Gobet, Stéphane Rossini, Jean-Pierre Tabin, Postface : Martino Rossi.
Editions EESP (les Outils) et Réalités sociales, 2011, 152 pages.

Présentation par Jean-Michel Bonvin, Pierre Gobet, Stéphane Rossini, Jean-Pierre Tabin, professeurs à la Haute école de travail social et de la santé – EESP – Lausanne, Université de Lausanne et Université de Genève



La politique sociale a de multiples raisons d'être. Ses objectifs sont modifiés au gré des problèmes qu'une collectivité identifie comme tels, parce qu'ils sont au centre de conflits, de revendications et de débats portés par des groupes de pression, des organismes politiques et économiques ou des mouvements sociaux suffisamment puissants pour se faire entendre. Loin d'aller de soi, la politique sociale est le reflet de la conception du bien public à une époque donnée. Il faut, pour la comprendre, la mettre en perspective, c'est-à-dire en faire la genèse, afin de dégager les raisons de son développement, les bases de son organisation et d'en mesurer l'impact.

C'est ce que propose ce Manuel de politique sociale. Il montre dans quel contexte la politique sociale est apparue et s'est développée, quels en étaient les fondements, quelles formes elle a pris, qui en bénéficie, comment et pourquoi en mesurer les coûts ou les effets et quels sont les enjeux sociaux qui la traversent. Ce Manuel de politique sociale n'est toutefois pas un simple recueil de faits et de dates plus ou moins marquants, ni la clef de lecture d'une architecture organisationnelle excessivement lourde et tortueuse : il est pensé comme un instrument permettant de mieux comprendre ce que l'on appelle communément le « système » de protection sociale. Il reprend et prolonge la réflexion de deux pionniers de l'analyse de la politique sociale, les professeurs Pierre Gilliard et Jean-Pierre Fragnière.

En 1988, Pierre Gilliard signait Politique sociale en Suisse. Introduction, alors que Sécurité sociale en Suisse. Introduction paraissait sous la plume de Jean-Pierre Fragnière et Gioia Christen. Ces deux ouvrages édités chez Réalités sociales avaient pour originalité de présenter non seulement le développement historique, l'organisation et les enjeux de la protection sociale en Suisse, mais également les normes et les valeurs qui la constituent, les institutions qui la portent et les personnes qui l'ont marquée. Depuis, la recherche a pu confirmer certaines tendances que déjà ils relevaient. Elle a également permis de souligner nombre de changements sociaux, politiques et législatifs, dont elle a analysé le sens et la portée. Ces développements appellent ce nouvel ouvrage de synthèse sur la politique sociale en Suisse. Il est le fruit du travail d'une équipe de professeurs de politique sociale à la Haute école de travail social et de la santé – EESP – Lausanne (HES-SO) et aux universités de Genève et Lausanne, Jean-Michel Bonvin, Pierre Gobet, Stéphane Rossini et Jean-Pierre Tabin.

Quatre parties composent ce Manuel de politique sociale. **La première pose le cadre général d'analyse des politiques sociales.** Elle présente les visions et les conceptions qui les sous-tendent, en cerne les champs d'application particuliers, décrit leurs modèles de financement et examine les formes de protection – charité, mutuelles, assurances privées, etc. – qui ont historiquement précédé les politiques sociales et avec lesquelles celles-ci ont dû souvent composer. Cette partie s'attache également à situer la politique sociale suisse dans le contexte international : des idées de Keynes sur l'intervention anticyclique de l'État légitimant le rôle économique de la protection sociale aux propositions actuelles d'Esping-Andersen de considérer la politique sociale comme un investissement.

La deuxième partie présente les origines et la mise en œuvre de la politique sociale en Suisse. L'analyse accorde

une attention particulière aux luttes sociales et aux politiques liées à la définition des risques que le système de la sécurité sociale est appelé à couvrir. Elle souligne que l'évolution de la politique sociale helvétique n'est pas linéaire, pas plus qu'elle n'est progressive. Les différents régimes d'assurance et les prestations sous condition de ressources sont présentés dans leur spécificité, ce qui permet de relever les enjeux sociaux qui les sous-tendent. L'influence du cadre national et de ses particularismes est relevée, notamment la manière de concevoir la citoyenneté, le fédéralisme ou la subsidiarité. Cette partie permet également de saisir l'importance pour la politique sociale de l'organisation capitaliste et sexuée du travail.

La troisième partie porte sur l'étude des enjeux fondamentaux de la politique sociale. À quoi sert-elle, quelle en est la finalité ? Le sens qui lui est attribué change au gré des phases qu'elle traverse. La dernière en date s'ouvre symboliquement avec la crise des subprimes qui a surpris la majorité des observateurs politiques et des expert-e-s économiques à l'automne 2008. Aux risques sociaux liés aux transformations récentes des conditions de travail et de rémunération, aux mutations des rôles sociaux de sexe ou encore aux réformes mêmes dont la sécurité sociale fait l'objet, s'ajoute le risque, que l'on sait maintenant très réel, de défaillance des marchés. Devant cette nouvelle situation, il paraît judicieux d'envisager les prestations de la sécurité sociale comme des biens publics qui, précisément parce qu'ils sont soustraits aux lois du marché, sont à même de soutenir adéquatement ses missions. Dans cette perspective, la politique sociale n'est pas une affaire de l'État seul. Elle engage aussi la société civile et l'économie privée, et, partant, l'ensemble de la société.

La quatrième partie s'intéresse à la manière propre à la statistique de conférer une réalité objective à la politique sociale qui devient ainsi susceptible d'être gérée et administrée. Cette partie explicite les enjeux de l'objectivation de la politique sociale et ses répercussions sur les institutions qui la définissent et la dirigent. C'est sur la mesure, en effet, que reposent non seulement la surveillance politique et administrative de l'État social, mais aussi l'appréciation des besoins sociaux et l'orientation des réformes nécessaires. Autrement dit, la mesure de la politique sociale produit la réalité sur laquelle elle agit.

La postface de ce manuel est signée par un économiste, Martino Rossi, qui fut également directeur de la Division de l'action sociale et des familles du canton du Tessin. Il y rappelle, en proposant diverses solutions, la nécessité de réformes de la politique sociale helvétique.

Sans prétention à l'exhaustivité, ce Manuel de politique sociale est un ouvrage introductif qui sera utile à toutes celles et tous ceux qui désirent connaître les origines, les principes et les mécanismes de la politique sociale helvétique et s'attachent à comprendre ses mutations actuelles. De nombreuses références permettent en outre l'élargissement ou l'approfondissement des thèmes et des questions qui y sont abordés. Une lecture féconde pour comprendre les enjeux actuels de la politique sociale.